



Affaire suivie par :
Julie PROCOT
Tél. : 01 69 26 55 76
Courriel : julie.procot@cea.fr

RENOVATION DES CELLULES HTA DU POSTE HT/BT 401 ET DE SON CHARGEUR 48VCC

Marché sensible

Projet de marché CEA/DIF n°B25-05356-JP

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX.....	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE	5
ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....	6
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 8 - CONTROLES TECHNIQUES.....	7
ARTICLE 9 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS.....	7
ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE	7
ARTICLE 11 - MODIFICATION DES TRAVAUX	7
ARTICLE 12 - MONTANT - REGIME FISCAL	9
ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	9
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 15 - PROTECTION DU SECRET	11
ARTICLE 16 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	13
ARTICLE 17 - ASSURANCE DE LA QUALITE	13
ARTICLE 18 - TRAVAIL DISSIMULE.....	13
ARTICLE 19 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	13
ARTICLE 20 - PENALITES.....	14
ARTICLE 21 - RESILIATION	15
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	16
ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX.....	17
ANNEXE 3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	18

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la rénovation des cellules HTA du poste HT/BT 401 et de son chargeur 48Vcc, ci-après désignée « les Travaux », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Cadarache.

Ces Travaux seront réalisés pour le compte de la Direction des installations de la propulsion nucléaire (DIPN).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DIPN/DO 30,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le centre CEA de Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM , réf. SYM S0201 SPP INQ 09000860 A à l'exception des &4.6 (horaires de travail), &5.2 (circulation dans les centres), déclinées pour les interventions dans l'INBS-PN dans le cadre de documents de références ci-après,
- le recueil qualité sécurité INBS-PN T3-13 - Prescriptions applicables aux travaux réalisés par les entreprises extérieures dans l'INBS-PN concernant les procédures de plan de prévention et autorisations journalières de travail notamment,
- le recueil T2-01 Qualité sécurité de l'INBS-PN-formalités d'accès (document AREVA TA - CADACS9118 ind. en vigueur)
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- la procédure entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- la procédure « Accès en dehors des horaires d'ouverture du centre » DEN/CAD/DIR/PR/018,
- la procédure « Demande d'accès au centre CEA de CADARACHE » DEN/CAD/DIR/PR/017,
- la procédure « Demande d'accès d'un travailleur entreprise extérieure » DEN/CAD/DIR/PR/020,
- le règlement intérieur du CEA de Cadarache pour les déplacements et activités en dehors du périmètre de l'INBS-PN,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXXXXXXX.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX

Les Travaux objet du présent marché se décomposent comme suit :

- Poste 1 : Etudes :
 - Poste 1.1 : Etudes (poste SAP 10)
 - Poste 1.2 : Contrôles et essais (poste SAP 20)
 - Poste 1.3 : remise du DOE (poste SAP 30)
- Poste 2 : Cellules HTA et relais homopolaires :
 - Poste 2.1 : Désassemblage et mise en rebut des anciennes cellules HTA (poste SAP 40)
 - Poste 2.2 : Fourniture des nouvelles cellules HTA et relais homopolaires (poste SAP 50)
 - Poste 2.3 : Pose et raccordement des nouvelles cellules HTA et relais homopolaires (poste SAP 60)
- Poste 3 : Chargeur 48Vcc : Fourniture, pose et raccordement d'un chargeur 48Vcc, câbles associés (poste SAP 70)

ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

4.1 Responsabilité - Lieu d'exécution

Les Travaux, objet du présent marché, sont exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire en partie dans ses locaux ou ceux du CEA sur le site de l'INBS-PN, situé à Cadarache.

Les Travaux réalisés dans les locaux du CEA sont exécutés sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire. Ce dernier doit prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire n'est pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

Le Titulaire a une obligation de résultat quant aux Travaux qui lui sont confiés et répond de leur bonne exécution conformément aux dispositions du CdC référencé ci-dessus ainsi qu'aux règles de l'art.

4.2 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire

4.2.1. Fluides

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent marché seront fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur qui pourront être facturées au Titulaire.

4.3 Matériel et outillage

Le Titulaire affectera tous les moyens nécessaires (matériels, outillage et main-d'œuvre) à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés.

4.3.1. Prêt de matériel et outillage par le CEA

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » des CGA, le Titulaire s'engage à fournir la totalité du matériel nécessaire à l'exécution des Travaux.

4.3.2. Equipements de protection individuelle

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

4.4 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/CADARACHE-INBS-PN sont de 07h30 à 19h00, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 08h00 à 16h35, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

4.5 Réunions de suivi

La réalisation des Travaux donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties (cf. § 7.6 du CdC). A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis sous 5 jours ouvrés, pour approbation préalable avant diffusion.

4.6 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE

5.1 Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents listés aux §7.11 et 11 du CdC), notamment :

- Avant Travaux :
 - un dossier de demande de laisser passer accès personnel,
 - un dossier de Plan d'Assurance de la Qualité particulier,
 - un dossier sécurité comprenant une analyse des risques liés à ses activités,
 - un planning détaillé des études et travaux,
 - un programme particulier d'essai,

- la liste des Documents d'Exécution.
- À l'avancement des études :
 - les plans d'exécution,
 - les notes de calculs,
 - les études de détail.
- En cours de Travaux :
 - un dossier de plan de chantier,
 - des modes opératoires
 - pour les réunions de chantier : indicateur de sécurité, indicateurs environnement, planning mis à jour.
- En fin de travaux :
 - les procédures et rapports d'essais et le P.V. de réception finale de l'ouvrage.
- Ainsi que les comptes rendus des différentes réunions.

5.2 Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

5.3 Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : Luc SANCHEZ Tél : 04 42 25 21 53,
- pour le Titulaire : XXXXXXXXXX Tél : XX XX XX XX XX.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

ARTICLE 8 - CONTROLES TECHNIQUES

- 8.1** Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

- 8.2** Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des Travaux qu'il aura réalisés, établis par un organisme agréé. Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

ARTICLE 9 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS

Les dispositions relatives aux contrôles, au montage sur le site du CEA, à la mise en service industrielle et aux essais sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE

- 10.1** Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 3 au présent marché).

La signature de chaque procès-verbal ouvre une période de garantie d'un an dite de « parfait achèvement ». Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux rectifications ou améliorations lui permettant d'obtenir la levée des réserves éventuelles formulées lors de la signature du procès-verbal. Si les réserves n'ont pas été levées à l'expiration de ladite période d'achèvement, le CEA dispose de la possibilité de ne pas payer la retenue de garantie prévue à l'article 14.2 du présent marché.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES TRAVAUX

- 11.1** Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent marché.

- 11.2** Pendant l'exécution du présent marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du Marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

11.3 Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en annexe 2 du présent marché.

11.4 Pour les études

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des Travaux, sans que le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.

11.5 Pour les travaux

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des prix unitaires des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission,
- application des taux horaires par qualification définis par le présent marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA, (cf. annexe 1 du présent marché)
- application de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux journaliers par qualification, définis par le Marché, les volumes d'heures et les coûts détaillés de la fourniture, en isolant le coefficient d'approvisionnement défini par le Marché, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles,
- devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des travaux sous-traités ou des approvisionnements avec application du coefficient de peines et soins défini dans la DPGF. Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de 7 (sept) jours ouvrables à compter de la date de notification desdites fiches.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le présent marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation finale de la FM.

En cas de désaccord tant sur le plan financier, le Titulaire devra engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

11.6 Modalités de notification des modifications

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, la référence du devis du Titulaire, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par courrier sur la base des éléments financiers qu'il aura transmis dans le cadre de l'instruction des FM.

11.7 Des modifications ne pourront être prise en compte financièrement au titre de la part estimative précisée à l'article 11 que dans la limite du montant plafond correspondant défini à l'article 12 ci-après .

ARTICLE 12 - MONTANT - REGIME FISCAL

12.1 Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de *mois et année de remise de l'offre*, est plafonné à la somme de **XX,XX € HT (XXXX EUROS HORS TAXES)**, toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme suit :

- Part ferme : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT, réparti comme suit :

- Poste 1.1 : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT
- Poste 1.2 : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT
- Poste 1.3 : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT
- Poste 2.1 : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT
- Poste 2.2 : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT
- Poste 2.3 : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT
- Poste 3 : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT

- Part estimative :

Le montant plafond de la part estimative du présent marché est fixé à la somme de 5% du montant HT de la part forfaitaire du présent marché, soit **XXXXXXXX € HT (XXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant permet de rémunérer les FM conformément à l'article 11 ci-avant. Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des FM notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

Le montant total plafonné du marché ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

12.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Pour la livraison de bien(s), la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

Pour les prestations, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

13.1 Conditions de facturation

13.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. article 3 supra).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : cea-dam-demat@cea.fr

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : cea-dam-comptabilite@cea.fr

13.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

13.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

13.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- Au titre de la part ferme :
 - Poste 1 – Etudes : 100 % du montant HT de chaque poste à la réception du livrable correspondant prononcée sans réserve par le CEA.
 - Poste 2 – Cellules HTA et relais homopolaires :
 - Poste 2.1 : Désassemblage et mise en rebut des anciennes cellules HTA : 100 % du montant HT du poste 2.1 à la réception correspondante prononcée sans réserve par le CEA.
 - Poste 2.2 : Fourniture des nouvelles cellules HTA et relais homopolaires : 100 % du montant HT du poste 2.2 à la réception correspondante prononcée sans réserve par le CEA.
 - Poste 2.3 : Pose et raccordement des nouvelles cellules HTA et relais homopolaires : 90 % du montant HT du poste 2.3 à la réception correspondante prononcée sans réserve par le CEA.

- Remise du DOE : 10 % du montant HT du poste 2.3 à la réception correspondante prononcée sans réserve par le CEA.
- Poste 3 – Chargeur 48V cc : 100 % du montant HT du poste 3 à la réception correspondante prononcée sans réserve par le CEA.
- Au titre de la part estimative :

Le montant de chaque Fiche de Modification de travaux (FM) sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

 - 80 % du montant HT de la FM concernée sur situations mensuelles d'avancement des travaux réalisés, après acceptation sans réserve par le CEA du franchissement des jalons techniques correspondants, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
 - 20 % du montant HT de la FM concernée seront facturés par le Titulaire à la remise du DOE définitif accepté sans réserve, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

ARTICLE 15 - PROTECTION DU SECRET

*Le marché est un marché **sensible** au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.*

15.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté.

15.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 27 août 2025 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

15.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

15.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

15.5 Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera au plus tard, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

15.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

15.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve de d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

15.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

ARTICLE 16 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

ARTICLE 17 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire établira un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Travaux.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son PAQP, de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 10 août 1984, relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Travaux par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

ARTICLE 18 - TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

ARTICLE 19 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

19.1 Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification par le CEA. Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Travaux.

19.2 L'exécution des Travaux s'effectuera selon le planning suivant : *Sera renseigné à l'établissement du marché*

POSTES	DELAIS / DUREES	LIVRABLES ASSOCIES
POSTE 1 - ETUDES		
Poste 1.1		
Poste 1.2		
Poste 1.3		
POSTE 2 - CELLULES HTA ET RELAIS HOMOPOLAIRES		

Poste 2.1		
Poste 2.2		
Poste 2.3		
POSTE 3 - CHARGEUR 48Vcc		
Poste 3		

ARTICLE 20 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

20.1 Retard d'exécution

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Travaux, ou une des composantes des Travaux, dans les délais fixés à l'article 20 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Fait générateur	Fréquence	Occurrence	Montant (€ HT)
Pénalités liées aux retards de remise de documents			
Documents d'organisation de chantier	-	Par jour de retard	50
Documents d'exécution	-	Par jour de retard	100
Documents liés aux contrôles et essais	-	Par jour de retard	75
DOE définitif	-	Par jour de retard	300
Pénalités liées à la réalisation des Travaux			
Retard d'exécution d'une tâche par rapport au planning à 3 semaines	-	Par jour de retard	1 100
Travaux impactant la sécurité ou le fonctionnement de l'installation	-	Par occurrence	1 500
Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité	-	Par fait générateur *	500
Pénalités liées aux réunions			
Retard à la réunion de chantier / réunion technique / pilotage	Hebdomadaire	Par quart d'heure de retard	50
Absence non justifiée à la réunion de chantier / réunion technique / pilotage	Hebdomadaire	Par occurrence	300
Absence non justifiée à une convocation de rendez-vous de chantier	Sur demande du CEA	Par occurrence	300

20.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de Travaux sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent

marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant de la pénalité sera de 500 euros HT par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 4.6 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

20.3 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Travaux ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Travaux, aux frais et risques du Titulaire.

20.4 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

20.5 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 21 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,
Le

Pour le CEA,
Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES

Sera renseigné à l'établissement du marché



ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUXN° de Fiche : Indice :Fiche créée le :Demandeur de la modification :N° Marché : Fournisseur :Objet du marché :

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION ¹ :

.....

.....

.....

.....

TOTAL :

INFLUENCE SUR LE PLANNING :

.....

.....

.....

.....

TOTAL :

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des trois parties)

CEAMAITRE D'OEUVREFOURNISSEUR

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

¹ Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

ANNEXE 3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :

Ajournement (délais accordés pour intervenir) :

le / /

MOTIFS :

Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<p style="text-align: center;"><u>Visa(s)</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><u>Signature et cachet du CEA</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>

Pour le Titulaire
<p style="text-align: center;"><u>Visa(s)</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p style="text-align: center;"><u>Signature et cachet du Titulaire</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>